PAGES DE GAUCHE

www.pagesdegauche.ch

Périodique indépendant d'opinions socialistes

N° 174

Hiver 2019-2020

Page 5 **Santé mentale**

Une recruteuse de membres pour les ONG témoigne : « J'ai appris à embobiner les gens ».

Page 7 **Fribourg**

Il faut lutter contre les baisses de rente prévues par le projet de réforme de la Caisse de pension du personnel de l'État.

Page 8 **Algérie**

Entretien avec Amina Djahnine, cinéaste et militante préparant un documentaire sur la situation en Algérie.

Page 21 **Cinéma**

Les Misérables, un western contemporain.

Le dossier

Contre quoi nous battons-nous ?

En 2019, les rues suisses ont été investies par des centaines de milliers de personnes lors des grèves féministes et du climat, mais cette année a aussi vu la justice punir très sévèrement des personnes tentant de sauver des migrant·e·s en danger de mort. L'émergence de ces phénomènes de mobilisation politiques est évidemment réjouissante, mais elle ne va pas sans poser les questions de conflictualité, de désignation de l'adversaire à combattre et d'articulation des luttes entre elles. **Page 9**

À lire sur notre site

Chronique

Liliana Segre menacée de mort

Ces derniers mois, l'Italie fait face à un enchaînement d'événements qui en disent long sur l'amnésie collective des horreurs du fascisme et donc sur la nécessité d'en restaurer la mémoire.

Depuis le 7 novembre, Liliana Segre, sénatrice italienne survivante d'Auschwitz, est sous escorte policière. Les menaces de mort envers sa personne ont explosé suite à sa demande au Sénat de créer une commission contre la haine, le racisme, l'antisémitisme et l'incitation à la haine et à la violence. Elle l'avait justifiée par l'avalanche de messages haineux, dont beaucoup à caractère antisémite, qu'elle recevait déjà depuis des années. Matteo Salvini n'a pas manqué de banaliser les menaces reçues par la sénatrice en les comparant à celles qui l'auraient visé lui. Énième preuve de ses convictions fascistes et de son ignorance, le leader de la Ligue est représentatif de cette partie de la population italienne qui refuse de voir l'horreur de la résurgence d'un antisémitisme qui ne craint plus de se montrer au grand jour.

98 sénatrices et sénateurs italien·ne·s, soit près d'un tiers du sénat, se sont abstenu·e·s au moment du vote sur la création de cette commission, et sont resté·e·s assis·es alors que leurs collègues se levaient et applaudissaient au succès de l'initiative de Liliana Segre. Le refus de certain·e·s parlementaires italien·ne·s de condamner sans ambiguïté les actes et paroles antisémites, racistes ou les incitations à la haine, doit nous révolter.

Comme ailleurs en Europe, la situation est grave. Le fait de ne plus avoir honte d'être fasciste, raciste ou antisémite signifie la normalisation de ces attitudes. Preuve en est que les raisons avancées par les personnes qui, à l'intérieur et à l'extérieur du parlement, se sont opposées à la création de cette commission se résument à cet argument totalement idiot : « Je ne suis pas antisémite, mais j'ai le droit de défendre les intérêts des Italiens d'abord ».

Cet argument a une longue tradition en Italie. C'est exactement celui que les partisan·e·s de Mussolini ont toujours avancé pour se distancier du nazisme, en prétendant que les « monstres » ne se trouvaient qu'en Allemagne. Pourtant, Liliana Segre et sa famille ont bien été envoyées dans les camps d'extermination nazis par ces mêmes fascistes qui prétendaient ne pas se reconnaître dans l'antisémitisme nazi. Pour le moment, ces positions demeurent minoritaires au Sénat, et espérons-le en Italie, mais pour combien de temps ?

Emma Sofia Lunghi

Impressum

Abonnement annuel : Fr. 59.–
Abonnement de soutien : Fr. 150.–
Abonnement réduit
(AVS, AI, étudiant·e·s, chômeuses·eurs) : Fr. 49.–
CCP 17-795703-3

www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat :
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction :
Antoine Chollet (AC), Mathieu Gasparini (MG), Emma Sofia Lunghi (EL), Joakim Martins (JM), Bertil Munk (BM), Stéphanie Pache (SP), Hervé Roquet (HR), Gabriel Sidler (GS), Arnaud Thièry (AT), Léo Tinguely (LT).

Comité :
Cora Antonioli, Umberto Bandiera, Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Dan Gallin, Claude Grimm, Anne Holenweg, Pascal Holenweg, Line Rouyet.

Maquette :
Marc Dubois, Graphisme éditorial, Lausanne

Secrétariat de rédaction et mise en page :
Gabriel Sidler, Lausanne

Webmaster :
Mathieu Gasparini, Lausanne

Dessins :
Christian Vullioud (Cévu)

Illustrations :
Photographies libres de droits de Ben Shahn, issues de la collection digitale de la New York Public Library.

Relecture :
Cora Antonioli et Yvan Thièry

Impression :
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

Éditorial

Une ennemie, la spéculation

L'initiative « Davantage de logements abordables » sera soumise en votation population le 9 février prochain. Lancée par l'Asloca avec les Coopératives d'habitation de Suisse, l'USS et les partis de gauche, elle vise un adversaire clairement défini : la spéculation. Les chiffres avancés sont édifiants : depuis 2005, les loyers ont augmenté de 17 % en moyenne en Suisse, alors que le coût de la vie n'augmentait que de 5 %. L'immobilier est un placement très rentable qui génère une juteuse rente foncière. Les locataires subissent de plein fouet le principe du capitalisme, à savoir que les propriétaires sont rémunérés en raison de la détention du capital foncier.

L'initiative propose que la Confédération veille à ce que 10 % du parc immobilier soit composé de logements d'utilité publique (détenus notamment par des coopératives, des acteurs publics, autrement dit du logement non spéculatif). Elle demande la possibilité d'introduire des droits de préemption sur certains terrains en faveur des pouvoirs publics (la possibilité pour les pouvoirs publics d'acquérir un terrain mis en vente à un tiers, sans renégociation des conditions de la vente, en particulier du prix) pour les mettre à disposition de maîtres d'ouvrage d'utilité publique. Cet instrument doit notamment permettre aux communes de disposer de terrains là où la demande est forte (en particulier dans les centres urbains où la pénurie sévit, et pas en périphéries où sont construits des immeubles de rendement), notamment pour les mettre à disposition de coopératives qui s'engagent à construire des logements abordables. Enfin, les subventions pour l'assainissement énergétique doivent servir à maintenir des loyers abordables et pas à financer les propriétaires fonciers.

La droite fait bien évidemment bloc contre cette initiative, car celle-ci remet frontalement en cause la spéculation immobilière et les intérêts des propriétaires. Le droit du bail serait suffisant, alors que l'expérience démontre le contraire (les loyers actuels sont de 40 % supérieurs à ce qu'ils devraient être si les baisses de taux avaient été correctement appliquées depuis 2008). Les constructions seraient bloquées alors que l'on constate, notamment en Suisse romande, que ce sont les appartements de luxe et de rendement qui peinent à être loués, contrairement à ceux construits par ou avec l'aide des pouvoirs publics.

La campagne sera dure, raison pour laquelle il est essentiel de s'engager pour un oui le 9 février prochain, et de faire voter tou·te·s les locataires en faveur de cette initiative, car ils et elles sont encore majoritaires en Suisse !

La rédaction

Au sommaire de ce numéro

3 **Éditorial**
Une ennemie, la spéculation

4 **Actualités**
International : trouver une solution pour les Kurdes

5 **Témoignage : « J'ai appris à embobiner les gens »**

6 **Initiative populaire : contre une justice de technocrates**

7 **Fribourg : caisses de pension, renversons la pression !**

8 **Algérie : l'offense de trop, entretien avec Amina Djahnine**

9 **Dossier**
Conflictualiser les luttes

10 **En lutte avec les exilé·e·s : entretien avec Guy Zurkinden**

11 **Défendre le droit d'asile, défendre une société démocratique : entretien avec Karine Povlakic**

12 **« À XR, on ne cible personne » : entretien avec deux militantes d'Extinction Rebellion**

13 **Quelle écologie pour aujourd'hui ?**

14 **Engagements féministes : entretien croisé avec Tamara Knezevic, Héloïse Crisinel et Cora Antonioli**

17 **L'ennemi principal n'a pas assez d'ennemi·e·s**

18 **« Batmaid » : le retour de la domesticité**

19 **Converger vers une semaine de quatre jours**

20 **Conclusion : nommer l'adversaire**

21 **Le poing, la rose et le casse-noix**

21 **Culture**
Cinéma : un western contemporain

22 **Cinéma : *Sorry, we missed you***

22 **Livres : l'histoire contre l'UDC**

23 **Livres**

International

Trouver une solution pour les Kurdes

Le 9 octobre la Turquie a lancé sa troisième offensive militaire au nord de la Syrie, dans cette région que les Kurdes nomment le Rojava. Les forces turques visent cette fois-ci des régions de Syrie tenues par les milices qui forment les Forces démocratiques syriennes (FDS), majoritairement kurdes.

Les revendications autonomistes kurdes sont aujourd'hui le principal problème au cœur de la « république turque, homogène et unitaire ». Les Kurdes, qui représentent 24 % de la population de la Turquie, sont considérés comme un groupe à assimiler par la force, sinon à exterminer purement et simplement. Toute organisation kurde autonomiste ou indépendantiste revendiquant des droits politiques ou culturels est immédiatement considérée comme un danger pour la sécurité nationale et pour l'unité territoriale de la Turquie.

Les Kurdes n'existent plus

La répression contre les Kurdes est impitoyable. En Turquie, huit député·e·s du HDP (Parti démocratique des peuples, pro-kurde) ainsi que 62 maires sont en prison, accusé·e·s de « propagande ou soutien au terrorisme ». En septembre 2017, lorsque le gouvernement régional du Kurdistan irakien a lancé le référendum d'indépendance, Erdogan a menacé de frapper Erbil, la capitale régionale, pour finalement décider d'imposer des sanctions économiques. Le pouvoir turc refuse de tolérer la moindre organisation des populations kurdes, qu'elle soit politique, culturelle ou sociale.

Ambitions néo-ottomanes

Les racines de cette kurdophobie institutionnalisée en Turquie se trouvent dans le « serment national » du 28 janvier 1920, qui a tracé les frontières d'un nouvel État turc s'étendant au-delà des frontières qu'on lui connaît aujourd'hui. Il affirme également l'indivisibilité de la nation turque. Ce pacte devient par la suite la base du Traité de Lausanne signé en juillet 1923, puis de la proclamation de la république en octobre de la même année. La Turquie est alors présentée comme un État unitaire et une nation homogène. Mais ni les Ottomans, ni leurs successeurs kémalistes n'ont pu digérer la perte des territoires en Syrie et en Irak.

Erdogan ravive les rêves islamo-nationalistes turcs de reprendre Kirkouk et Mossoul, deux villes situées au cœur de la région pétrolifère irakienne. Un des objectifs de l'occupation turque du nord de la Syrie, est l'ambition, si un jour la conjoncture le permet, d'avancer jusqu'à la ville irakienne de Mossoul.

Président d'un pays plongé dans une profonde crise économique et politique, Recep Erdogan mène depuis le début de la guerre civile en Syrie une stratégie du chaos afin de maintenir son pouvoir.

L'invasion turque en Syrie, sous prétexte de la lutte contre le terrorisme, est également l'affirmation de l'ambition coloniale du pouvoir néo-ottoman qui dirige aujourd'hui la Turquie.

Retour au chaos

Le contrôle par les forces russo-turques d'une zone longue de 120 km et large de 30 km à l'intérieur du territoire syrien a fait entrer la région dans une nouvelle phase de déstabilisation. Or, au lieu de viser une stratégie politique néo-coloniale en Syrie et en Irak, la Turquie devrait répondre tout d'abord aux revendications culturelles, politiques de ses propres kurdes. Plusieurs dirigeant·e·s kurdes élu·e·s légalement sont incarcéré·e·s suite à des procès absurdes, en plus des 10'000 prisonnières·ers politiques en Turquie accusé·e·s de « terrorisme » ou de « propagande terroriste ».

Responsabilité occidentale

Réparti sur les territoires de la Turquie, de l'Irak, de la Syrie et de l'Iran, selon l'accord des grandes puissances occidentales après la Première Guerre mondiale, et ayant subi, y compris au XXIe siècle, des massacres perpétrés par ces quatre États-nations répressifs, le peuple kurde estime que le monde civilisé a des devoirs envers lui. Plusieurs pays, notamment les États-Unis, la France, l'Angleterre et l'Allemagne, se sont engagés comme des alliés des Kurdes dans la lutte contre l'organisation EI. Les discours de ces États condamnant la Turquie ne suffisent plus pour protéger les Kurdes contre les atrocités de l'État turc. C'est pourquoi les démocraties occidentales ont une responsabilité politique et morale pour qu'une solution fédérative à la question nationale kurde soit trouvée.

Ihsan Kurt
Ancien journaliste kurdo-suisse, Conseiller communal PS, Prilly

Une version longue de cet article est parue sur notre site le 5 novembre 2019 et dans Le Courrier *du 18 novembre 2019.*

Témoignage

« J'ai appris à embobiner les gens »

Dans les gares, devant les centres commerciaux ou au coin d'une rue piétonne très fréquentée, nous les croisons souvent. Les dialogueuses·eurs en quête de promesses de dons ne mènent pas une vie facile. Témoignage d'Alicia Pugin, ancienne « récolteuse » de signatures.

J'ai commencé à travailler pour *Wesser und Partner* en janvier 2015 dans le canton de Genève pour un mandat de la Croix-Rouge genevoise. Nous étions quatre jeunes d'une vingtaine d'années, et un chef d'équipe qui nous a formé·e·s en nous accompagnant aux portes les premières journées. Nous avions un objectif minimum en termes de signatures (c'est-à-dire de promesses de dons annuels) de cinq par jour. Nous avions la consigne de tout faire pour que les gens choisissent d'effectuer leur don par débit direct, car il y a moins de risques qu'ils annulent que par bulletins de versement. Notre salaire était la moitié des dons récoltés, et l'entreprise nous avançait 80 % de ce montant en cas de dons par débit direct, et 50 % en cas de dons par bulletins de versement. À la fin de l'année, nous devions soit rembourser les dons annulés soit nous recevions le reste.

Pression psychologique

L'entreprise louait pour nous des logements sur *Airbnb,* souvent en France voisine, et une voiture. Nous devions travailler de 9h à 20h, avec une pause de midi. Je me sentais isolée, c'était le mois de janvier et nous passions nos journées dehors. C'était psychologiquement pénible. Lorsque tu sonnes chez quelqu'un c'est une intrusion dans son intimité et il arrive bien souvent qu'on t'agresse. Je me suis déjà retrouvée en pleurs dans une cage d'escalier d'un immeuble, après m'être fait claquer quelques portes au nez, et m'être fait insulter. Là tu aimerais pouvoir arrêter mais tu n'as pas atteint ton nombre de signatures, et alors tu continues. Tu voudrais manquer la maison isolée où il y a un chien de garde ou l'immeuble dont la porte est fermée. Mais ce n'est pas envisageable, perdre un don potentiel te semble une faute grave envers l'employeur.

Tout pour une signature

On savait que lorsqu'on était dans les communes riches du canton l'employeur attendait de nous que l'on récolte plus d'argent, on devait adapter le discours en fonction des quartiers. La technique apprise était de donner une indication du montant moyen que « la plupart des gens » donnent. Évidemment nous indiquions un montant moyen plus élevé dans les communes aisées. Mais pas de pitié pour les classes populaires pour autant ! Combien de fois j'ai dû dire : « Mais vous savez, au final, 5 frs par mois, ce n'est qu'un café ou deux par mois en moins ».

J'ai « perfectionné » les techniques de persuasion lorsque des ancien·ne·s employé·e·s de *Corris* ont commencé à rejoindre *Wesser*. Nous nous sommes alors retrouvé·e·s logé·e·s à quinze dans un même *Airbnb*. Je voyais mes collègues (qui faisaient ça à l'année) fragilisé·e·s par ce travail psychologiquement épuisant dont la précarité était permanente. Alors que *Wesser und Partner* nous l'interdisait, nous faisions des portes à deux, car cela rend le travail moins pénible. En travaillant avec elles·eux (« les ancien·ne·s de *Corris* »), j'ai pu développer des nouvelles techniques et j'ai commencé à augmenter mon nombre de signatures. Ces « techniques » - qui consistaient essentiellement en bluff et assurance – impliquaient des explications vagues et parfois mensongères (arrêt de don à leur volonté, dire que nous sommes bénévoles, mentir sur le montant minimum).

Déshumanisation

Il y a une sorte de déshumanisation et les gens deviennent des cibles, certaines considérées plus « faciles » à embobiner... C'est la stratégie que l'objectif du nombre de signatures minimum ainsi que le salaire à la signature (plutôt qu'à l'heure) poussent à adopter. Au départ je prenais le temps d'expliquer les actions de la Croix-Rouge et j'étais transparente sur les conditions, mais mes résultats n'étaient pas terribles. Lorsque j'ai appris à embobiner les gens je récoltais le double de promesses, mais ce n'était pas des convaincu·e·s. Et les conséquences se sont fait sentir, j'ai dû rembourser plusieurs centaines de francs à *Wesser und Partner* à la fin de l'année car un trop grand nombre de gens avaient annulés leur donation.

Alicia Pugin

Initiative populaire

Contre une justice de technocrates

Suite à l'entretien avec Nenad Stojanovic publié dans notre numéro 173, la rédaction poursuit la discussion autour de l'initiative fédérale « sur la justice », ou pour le tirage au sort des juges fédérales·aux. Contrairement à la position proposée dans l'entretien, nous défendons la thèse que l'initiative pose plus de problèmes qu'elle n'en résout.

En confiant la sélection des juges à une commission nommée par le Conseil fédéral, elle risque de technocratiser la justice, tout en rendant plus opaque le processus de sélection qu'il ne l'est déjà. Quant à l'idée qu'il faudrait rendre les juges suprêmes imperméables à toute influence politique, il s'agit au mieux d'une douce illusion, au pire d'une volonté d'exclure de la juridiction supérieure les opinions politiques minoritaires.

L'initiative « sur la justice » veut officiellement désigner les juges du Tribunal fédéral par tirage au sort. Toutefois, c'est une commission « spécialisée », nommée par le Conseil fédéral pour 12 ans, qui serait chargée de sélectionner les juristes éligibles à la juridiction suprême, le tirage au sort se faisant ensuite au sein de ce *pool* de candidat·e·s.

Genèse de l'initiative

Le comité d'initiative est constitué autour du multimillionnaire thurgovien Adrian Gasser, peu connu en Suisse romande mais dont les affaires judiciaires (l'opposant notamment à un syndicat défendant des employé·e·s grévistes) ont eu un certain écho en Suisse alémanique dans les années 1990. Les motivations du principal initiant ne seraient pas liées à ses déconvenues judiciaires, mais plutôt à une forme de méfiance diffuse à l'égard du système judiciaire suisse. Cela ne l'a pas empêché de dépenser sans compter pour faire aboutir son initiative, déposée en août 2019 à la Chancellerie fédérale.

Le comité d'initiative prétend qu'en confiant la désignation des juges du Tribunal fédéral à une commission de sélection et au tirage au sort, plutôt qu'à la commission judiciaire et au vote de l'Assemblée fédérale comme c'est le cas jusqu'à présent, la sélection se fera sur la compétence plutôt que sur le réseau et le profil politiques. L'argument est un peu dénigrant pour les magistrat·e·s actuellement en poste, qui sont des juristes aux compétences largement reconnues. Celles-ci sont d'ailleurs vérifiées par la commission judiciaire. Ensuite, en soustrayant la compétence de désigner les juges à l'Assemblée fédérale pour la confier à une commission spécialisée, sous réserve du tirage au sort final, le système proposé fera tout autant reposer le processus de sélection sur les réseaux personnels. Simplement, le système sera plus opaque et se fera en amont de la désignation par tirage au sort. Finalement, avoir des juges au profil politique est plutôt une garantie de qualité de la justice. Celle-ci est rendue par des être humains avec des opinions, et le système actuel a au moins le mérite de garantir des places aux minorités.

L'indépendance des juges

Le système actuel ne garantirait pas l'indépendance des juges à l'égard des partis, en raison du processus d'élection et de réélection, et en raison du fait que les juges reversent une partie de leur salaire aux partis qui les ont désignés. D'un point de vue strictement formel, ce sont donc les partis qui sont dépendants des juges, et non l'inverse. Ceci dit, le système proposé par l'initiative ne renforce pas l'indépendance. En réalité, il tend à transférer la compétence de désignation du parlement au Conseil fédéral (qui devrait nommer la commission spécialisée de recrutement). Les juges de la Cour suprême exercent une charge avec une composante politique évidente. L'affichage de la couleur politique des juges et la garantie de la représentation des minorités favorise plus l'indépendance des jugements qu'un processus de sélection technocratique et sans contrôle du parlement.

Le problème est plutôt l'exigence de réélection périodique avec des menaces, notamment de l'UDC, de ne pas voter en faveur des juges qui ont rendu des jugements qui leur déplaît. Un système prévoyant des mandats uniques de longue durée, sans réélection, serait une piste de réflexion plus prometteuse que cette initiative technocratique qui manque singulièrement sa cible.

Arnaud Thièry

Fribourg

Caisses de pension : renversons la pression !

Le 12 novembre dernier, le Conseil d'État fribourgeois entérinait le projet de réforme de la Caisse de pension du personnel de l'État. Malgré de longs mois de lutte et de dialogue, ce sont des baisses de rentes massives qui attendent les employé·e·s de l'État. Une déception et un échec pour les syndicats, d'autant plus que la situation n'est pas sans rappeler celle des autres caisses de pension romandes.

Le 7 novembre dernier et en une fraîche soirée de novembre, la colère grondait au sein du personnel de l'État. Enseignant·e·s en première ligne, ils·elles étaient plus d'un millier à avoir répondu à l'appel du Syndicat des services publics (SSP) pour manifester contre des pertes de rente considérables. Ceci malgré le retrait de dernière minute de la Fédération des associations fribourgeoises d'enseignant·e·s (FAFE) qui a emboîté le pas à la Fédération du personnel du service public (FEDE). Après une première manifestation forte de 4'000 personnes en février dernier, les syndicats apparaissaient divisés sur la question. La faute à une recette du Conseil d'État que l'on ne connaît que trop bien : proposer dans un premier temps un projet inadmissible avant de lâcher du lest et quelques millions pour faire taire l'opposition.

Victoire par KO pour la droite

Parmi les slogans scandés ce soir-là, certains revenaient inlassablement : « Godel, Godel, ta réforme à la poubelle ». Il faut dire que le grand argentier fribourgeois est réputé près de ses sous. Pourtant assis sur un milliard de fortune et à la tête d'un Département des finances qui boucle chaque année ses comptes avec de larges excédents, Georges Godel mène avec aplomb une politique d'austérité depuis des années. Ainsi, après le gel des postes de travail, les différentes coupes budgétaires ou encore la tentative de sortir les employé·e·s de la santé de la Loi sur le personnel, c'est désormais les retraites du personnel qui sont menacées.

Pour y faire face politiquement, rien ou presque… La gauche fribourgeoise semble totalement désintéressée par la problématique. En effet, aucun parti n'a apporté son soutien à la manifestation, ni n'a même pris position sur la thématique. Le SSP est seul au combat mais il ne faut pas oublier que la principale victime, c'est le personnel ! À peine quelques jours après la manifestation, la colère des employé·e·s de l'État n'était pas entendue et le Conseil d'État acceptait sans aucune modification un projet qui fera perdre aux employé·e·s jusqu'à 9,5 % de leurs rentes. Une issue sans surprise car avec des syndicats divisés et une gauche aux abonnés absents, l'histoire ne pouvait que mal se terminer.

Un cas symptomatique

Si elle paraît singulière, la situation fribourgeoise est en réalité loin d'être un cas isolé. Ainsi en Valais, une réforme similaire fera perdre jusqu'à 7,5 % du montant des rentes actuelles. Afin de compenser cette baisse, les employé·e·s se verront « offrir » la possibilité de prolonger leur activité professionnelle. Travailler plus pour ne pas perdre plus, voilà donc l'une des réponses du gouvernement valaisan à la menace planante de pénurie d'enseignant·e·s.

Dans le canton de Vaud, une forte mobilisation début 2018 avait permis de faire retirer un plan de retraite visant notamment à faire travailler deux années de plus le personnel. Ce n'est néanmoins que partie remise puisque le conseil d'administration de la caisse de pensions a d'ores et déjà annoncé qu'il reviendrait à la charge dès 2021.

Finalement à Genève, une solution de gauche permettant de ne pas dégrader les conditions de retraites a été acceptée le 19 mai dernier. Problème de taille, le projet de la droite prévoyant de faire payer l'addition aux fonctionnaires fut également accepté le même jour. Les deux projets seront combattus en référendum.

Unir les forces

À nouveau et comme partout ailleurs, il faudra se battre pour maintenir des retraites et des acquis sociaux. Car ce tour d'horizon de la situation des caisses de pension romandes nous le démontre : le secteur public souffre toujours plus sous les pressions du privé et de ses avides défenseuses·eurs. Rappellons que les attaques contre les retraites de la fonction publique anticipent toujours des dégradations des retraites du secteur privé.

Et pourtant, en multipliant les attaques, la droite tente de forcer l'État à se débarrasser de sa responsabilité envers ses salarié·e·s. Face à l'ampleur des forces bourgeoises, seul le retour d'une gauche militante, audacieuse, combative et alliée à des syndicats unis permettra d'y faire front. Car lorsque la gauche mène les combats, bien souvent elle les gagne.

Léo Tinguely

Algérie

L'offense de trop

Depuis le mois de février, l'Algérie connaît d'immenses manifestations hebdomadaires. D'abord provoquées par la volonté du clan au pouvoir de représenter un Bouteflika en état de mort cérébrale ou presque pour un cinquième mandat de président, elles ont vite pris une autre ampleur. Entretien avec Amina Djahnine, cinéaste et militante algérienne vivant en Suisse qui prépare un long-métrage documentaire sur la situation en Algérie.

Que se passe-t-il en Algérie depuis le mois de février ?

Lorsque le clan au pouvoir a annoncé qu'il souhaitait représenter Bouteflika à la présidentielle, les gens sont spontanément sortis dans les rues. La toute première manifestation, le 22 février, a immédiatement rassemblé des millions de personnes.

Le sentiment partagé par tout le monde peut être résumé par cette question simple : vous nous prenez pour qui? Je pense que cette annonce était l'offense de trop pour les Algérien·ne·s.

Des manifestations gigantesques, rassemblant des millions de personnes, se sont alors tenues tous les vendredis. L'ensemble de ces manifestations a pris pour nom le *Hirak*, un néologisme qui signifie à la fois « le mouvement » et, en dialecte algérois, « grand », « immense ».

Lorsque le pouvoir a annoncé la démission de Bouteflika début avril, les rassemblements n'ont pas cessé, en particulier parce que le chef d'État par intérim, le général Gaïd Salah, représente l'ancien régime au moins autant que Bouteflika lui-même.

Que demandent les manifestant·e·s ?

Très vite, le slogan qui est apparu est : « Dégagez tous » ! Après la démission de Bouteflika, il a permis de signifier à l'ensemble du clan au pouvoir que les Algérien·ne·s ne veulent plus de ce régime corrompu et assassin.

On a vu apparaître d'une part des assemblées constituantes dans les quartiers, et d'autre part des grèves par secteurs (parmi les magistrat·e·s, dans l'éducation, etc.). Les manifestant·e·s se distinguent des mouvements des années 2000 par leur appel au pacifisme et leur refus de la violence. C'est évidemment lié à l'expérience désastreuse de la décennie noire (nom donné à la guerre civile qui ravage l'Algérie de 1991 à 2002).

Est-ce que ce mouvement s'inscrit dans une tradition ?

Cette situation n'est pas neuve, en effet. Il existait des pratiques contestataires très vivantes en Algérie bien avant 1988. L'esprit contestataire et militant est inhérent aux Algérien·ne·s, en particulier depuis la guerre d'indépendance.

La décennie noire a en revanche rompu le lien social. À ce moment-là, l'armée a réussi à faire taire le peuple algérien, littéralement en le tuant. C'est arrivé à ma sœur, assassinée en 1995, mais aussi à quantité d'autres figures politiques et artistiques.

Quelle est la situation aujourd'hui ?

Les informations sortent plus difficilement depuis quelques semaines, car le pouvoir a considérablement resserré l'obtention des visas, notamment pour les journalistes et pour les chercheuses·eurs qui souhaiteraient travailler sur le mouvement.

Le clan lié à l'armée – je préfère parler de « clan » que de gouvernement, car en Algérie le pouvoir appartient très directement à un tout petit nombre de personnes – a prévu une nouvelle date pour l'élection présidentielle, le 12 décembre.

Cette élection est une mascarade et le boycott sera général. Elle a été organisée par l'armée après un appel à candidatures, qui ressemblait plus à un recrutement ou un casting qu'à un processus électoral. Les candidats tentent de faire campagne, mais ils sont hués dans toutes les villes où ils passent et personne ne va les écouter.

Comme toutes les tentatives d'organisation d'une opposition au pouvoir ont systématiquement été cassées ces dernières années, et que la presse est censurée, il n'existe pas de vie politique pluraliste en Algérie, pas officiellement en tout cas. Dans ces conditions, des élections libres sont impossibles pour le moment.

Quel peut être l'avenir de ce mouvement ?

À mon avis, le mouvement ne va pas s'arrêter. Il y a une force en lui, dans les manifestations de rue, qui est stupéfiante et qui rejette absolument tout de l'ancien monde. Les Algérien·ne·s vont continuer à se mobiliser et aussi à se politiser. Remplacer un président corrompu par un autre ne les calmera pas.

Propos recueillis par Antoine Chollet

La version intégrale de cet article a été postée sur notre site Internet avant le 12 décembre.

PAGES DE GAUCHE
Le dossier

Conflictualiser les luttes

Depuis quelques années, on a vu de nouvelles formes de protestation politique se développer. On pense bien sûr aux grèves pour le climat, au blocage des centres-villes et aux différents mouvements engagés dans la protection de l'environnement. On pense aussi, en Suisse comme en Espagne, aux immenses grèves féministes de 2018 et 2019. Les nombreuses campagnes de sauvetage des migrant·e·s en Méditerranée tout comme l'activité des passeuses·eurs dans les Alpes font aussi partie de ces nouveaux modes d'action. Si aucun d'entre eux n'est absolument neuf, ils ont désormais pris une ampleur inédite qui déstabilise aussi bien les militant·e·s des organisations établies que les spécialistes des mouvements sociaux.

Professant parfois explicitement une allergie envers les formes habituelles de la contestation politique et, surtout, envers les organisations censées les coordonner, ces mouvements posent à notre sens, dans une perspective de gauche, deux questions centrales.

La première est la nature exacte de l'adversaire contre lequel ces luttes se construisent. Certains des mouvements que l'on vient de mentionner peinent parfois à le nommer précisément, et par conséquent à organiser une opposition contre lui. Quand les militant·e·s écologistes oublient que le seul responsable du dérèglement climatique et des différentes pollutions est le capitalisme, que les militant·e·s en faveur de la cause des femmes font comme si le patriarcat ne constituait pas un système global, ou que les combats en faveur des migrant·e·s ne parlent pas en même temps de nationalisme et de racisme, l'oubli de l'adversaire conduit assez sûrement à la défaite de ces mouvements.

La seconde question concerne l'articulation de ces combats, non pas la référence à tort et à travers à la « convergence des luttes », comme si son invocation allait miraculeusement la faire surgir des combats isolés, mais la compréhension que les trois oppressions que nous venons de nommer – capitalisme, patriarcat, nationalisme – avancent de concert, et non seulement doivent, mais peuvent être combattues dans un même mouvement, à condition de bien rendre compte des conflits dans lesquels elles trouvent leur origine.

En lutte avec les exilé·e·s

Marquées par le durcissement continu de la politique migratoire, les conditions de vie de milliers de migrant·e·s sont caractérisées par une grande précarité. Sur le terrain, des centaines de militant·e·s s'organisent pour leur venir en aide, comme Guy Zurkinden actif à Poya Solidaire, collectif fribourgeois de solidarité avec les exilé·e·s à l'aide d'urgence.

DOSSIER ***Quel est ton parcours militant, et quelle est la place des questions migratoires dans celui-ci ?***

J'ai commencé à militer dans le mouvement altermondialiste, au début des années 2000. À la même époque, participer au mouvement des sans-papiers a été une expérience de lutte très importante contre les injustices et l'exploitation en Suisse. J'ai également vécu quelques années au Brésil, où j'ai pu lutter aux côtés du Mouvement des sans-terre – un formidable apprentissage.

À l'origine de Poya Solidaire, il y a eu la rencontre avec des femmes et hommes subissant l'aide d'urgence, un régime de destruction de l'individu sur le plan psychologique, administratif et social. Ces exilé·e·s voulaient se battre pour régulariser leur situation et vivre dignement. Nous avons donc constitué un collectif large pour soutenir leur lutte et obtenir une régularisation – un combat difficile.

Pourquoi assiste-t-on à une telle virulence de l'État contre les migrant·e·s, en Suisse et à l'étranger ?

En Suisse, le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) applique une politique extrêmement restrictive, souvent inhumaine, face aux exilé·e·s. La Suisse se trouve en effet à l'avant-poste du durcissement de la politique migratoire en Europe. Les révisions continues de la législation sur l'asile se combinent avec une Loi sur les étrangers hyperrestrictive – et punitive – pour rendre la possibilité d'un séjour légal extrêmement difficile pour les migrant·e·s qui ne sont pas originaires de l'Union européenne. De son côté, l'UDC joue un rôle d'aiguillon, stigmatisant constamment les immigré·e·s et préparant de nouveaux tours de vis.

Sur tout le continent, la montée des droites extrêmes radicalise les politiques contre les migrant·e·s – noyé·e·s dans la Méditerranée, parqué·e·s dans l'enfer libyen ou les hotspots grecs. On peut y voir une certaine logique, très brutale : en période de crises sociales, lorsque le mécontentement monte en flèche, les détentrices·eurs du pouvoir préfèrent diviser celles et ceux d'en bas, pour éviter que leur pouvoir ne soit mis en cause.

Comment appréhender la question des réfugié·e·s climatiques ?

On a trop souvent tendance à séparer les causes de la migration. Dans les pays situés à la périphérie du système économique capitaliste, dont les ressources sont pillées par les pays du centre depuis l'ère coloniale, il existe une interaction entre les crises politiques, la paupérisation, le manque de démocratie, les guerres et les dérèglements climatiques. Les gens sont poussés à l'exil par un cumul de facteurs. Ce qui est sûr, c'est que personne ne prend le risque d'affronter les dangers extrêmes du parcours migratoire sans avoir des raisons existentielles en jeu.

Nous faisons face à une profonde crise du capitalisme néolibéral. Le réchauffement climatique en est une des conséquences les plus graves. Dans ce contexte, il est indispensable que le statut de réfugié climatique soit reconnu comme motif d'asile.

Plus largement, la politique migratoire actuelle est un échec dramatique. Elle crée des millions de victimes, sans s'attaquer aux causes de l'exil – en premier lieu, le creusement profond des inégalités à l'échelle mondiale. Il est temps de changer de cap, en ayant pour comme boussole la garantie des droits humains fondamentaux pour toutes et tous. Une première étape passe par la régularisation collective des sans-papiers – notamment celles et ceux soumis·es au régime inhumain de l'aide d'urgence.

Les questions féministes sont-elles présentes au sein de ces luttes de solidarité ?

Sur les routes de l'exil, les femmes sont particulièrement vulnérables. Elles sont victimes de nombreuses violences, notamment sexuelles. Arrivées en Suisse, elles subissent ensuite la violence du système d'asile. Plus les politiques se durcissent, plus leur précarité et leur dépendance aux hommes (par exemple, par peur de perdre leur titre de séjour) s'accroissent. Des milliers de femmes subissent aussi le système inhumain de l'aide d'urgence. Sur ces thématiques, le mouvement Appel d'Elles développe une revendication fondamentale : que les violences subies par les femmes et les enfants dans leur pays ou sur la route de l'exil soient reconnues par la Suisse comme motif d'asile.

La grève du 14 juin a aussi fait le lien entre femmes suisses et migrantes, ce qui est très important. À Fribourg, une militante érythréenne de Poya Solidaire a pris la parole lors de la manifestation. Elle a rappelé l'enfer que vivent des dizaines de milliers de femmes exilées en Libye, mais aussi la marginalisation sociale imposée à des milliers de migrantes par le système migratoire helvétique. Ce sont les deux faces d'un même système d'exclusion.

Sur le terrain, dans les manifs et les luttes concrètes, les liens et la solidarité entre militantes féministes, militant·e·s pour le climat – les premières victimes du réchauffement climatique se trouvent dans les pays dominés – et les collectifs de soutien aux exilé·e·s sont nombreux. Il faut encore les développer afin de créer un large mouvement capable d'imposer une véritable justice sociale et climatique dans notre pays.

Propos recueillis par Bertil Munk

Défendre le droit d'asile, défendre une société démocratique

Depuis des décennies, le droit d'asile est constamment attaqué par la droite nationaliste. La situation européenne montre un déchaînement de haine de l'extrême droite contre toute politique d'accueil. Il existe aussi de nombreuses mobilisations pour défendre le droit d'asile. Nous nous sommes entretenus avec la juriste Karine Povlakic, auteure du livre* Accord de Dublin, La banalisation d'une tragédie*, Supplément Vivre ensemble, 2013.

DOSSIER ***Comment percevoir les enjeux actuels en matière de défense du droit d'asile ?***

Actuellement se répand l'idée que les requérant·e·s d'asile vont être défendu·e·s par l'assistance judiciaire gratuite mise en place lors de la dernière révision de la loi sur l'asile. Or, ce système suppose que les œuvres d'entraide, qui recueillent les subventionnements alloués, respectent les exigences sur le contenu du mandat fixé par le SEM. Parmi ces exigences, on peut citer l'obligation d'accomplir certains actes, même si ceux-ci sont dénués d'intérêt, et la non-prise en charge d'autres actes, quand bien même ceux-ci auraient une importance cruciale pour le dossier. On oblige par exemple les mandataires juridiques attitré·e·s de répondre à des « droits d'être entendu » octroyés par le Secrétariat d'État au migrations (SEM) à leur mandant·e. Ces actes sont habituellement de simples anticipations d'une décision négative.

Il serait beaucoup plus utile de reprendre avec les intéressé·e·s leurs auditions et de les approfondir sur des aspects plus spécifiques qui n'avaient pas pu être abordés. Mais ce genre d'intervention demande beaucoup plus de temps et la disponibilité d'un interprète. Le SEM refuse de prendre en charge ces prestations qui sont bien plus à l'avantage des requérant·e·s.

Quand on défend le droit d'asile, contre qui lutte-t-on ?

Actuellement, comme je viens de le dire, contre la bureaucratisation de l'asile, son caractère procédurier ou trop légaliste, et la perte de sens.

J'ai assisté à une audition où, après les présentations, l'auditrice a posé la même question pendant toute la matinée et une partie de l'après-midi, de savoir comment la requérante avait découvert qu'elle était homosexuelle. Outre que cette question était déplacée, sa répétition insistante était stigmatisante et a relégué la partie sur les motifs d'asile en fin d'audition, alors que tout le monde était fatigué. Cette focalisation sur des aspects secondaires, ou sur les détails du voyage comme on le voit souvent, ou le caractère parfois accusateur des questions posées par le SEM, qui mettent dans l'embarras sans rien apporter à l'établissement des faits, et la perte consécutive de vision générale de la problématique de fuite, sont inhérents à cette restructuration du domaine de l'asile, où le cadre d'exécution des tâches prévaut largement sur le fond.

Peut-on articuler défense du droit d'asile, avec les luttes actuelles, féministes ou pour le climat ?

Toutes les luttes sont articulées. On ne défend pas le droit d'asile sans défendre à la fois les femmes, les victimes de tortures ou de violences, ou le système démocratique, sans lequel le droit des gens de demander asile se transforme en droit de l'autorité d'opprimer les requérant·e·s d'asile.

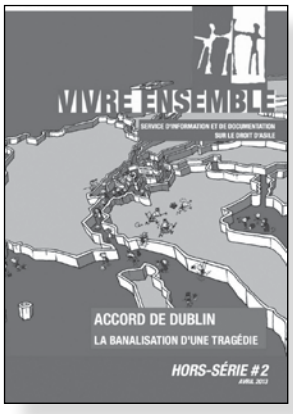
Les demandeuses·eurs d'asile sont elles·eux-mêmes porteuses·eurs de ces revendications en contestant, à travers leurs motifs d'asile, les pratiques dont elles·ils ont été les victimes dans leur pays d'origine ou pendant leur fuite. Leur demande est d'être reconnu·e·s dans leurs droits en tant que personnes libres de leurs opinions, en tant que membres d'une minorité attachée à sa culture, sa langue ou sa religion, en tant que femmes ou en tant que personnes différentes des représentations traditionnelles sur les rôles de chacun.

Les préoccupations écologiques font également partie intégrante de la défense du droit d'asile dans la mesure où de nombreuses sociétés sont déstabilisées par l'exploitation des ressources, notamment pétrolières. La souillure des terres arables comme au Nigéria ou la corruption massive des gouvernements comme en Irak ou en Afghanistan, génèrent une paupérisation des populations, de fortes tensions sociales et politiques, une montée de l'insécurité et de la violence armée, ou une régression des droits des plus vulnérables comme les enfants, les personnes malades, les femmes ou les minorités. De nombreuses·eux requérant·e·s d'asile ont aussi comme toile de fond à leurs motifs de fuite la rapacité des classes dirigeantes sur les ressources naturelles de leur pays, au détriment du développement durable, de la protection de l'environnement, ou du bien commun.

Propos recueillis par Arnaud Thièry

Une version longue de cet entretien est disponible sur notre site Internet.

À lire : Karine Povlakic, « Accord de Dublin. La banalisation d'une tragédie », hors-série n° 2 de Vivre ensemble*, 2013.*



« À XR, on ne cible personne »

Afin d'en apprendre plus sur le mouvement Extinction Rebellion (« XR » dans l'article), nous avons rencontré deux de ses militantes : Stéphanie et Marion (noms d'emprunt). Elles sont deux étudiantes en Master de Durabilité à l'UNIL, la première est une militante de XR Fribourg, la deuxième de XR Lausanne.

DOSSIER ***Pourquoi avez-vous rejoint XR ?***

Stéphanie : Je voulais m'engager politiquement pour l'écologie et lorsque les grèves pour le climat ont commencé, j'y ai participé, mais ce mouvement restait trop conventionnel pour moi. Ensuite, j'ai rencontré quelqu'un de XR dans une grève pour le climat et on a commencé à parler d'une action qu'on pourrait faire ensemble à Fribourg. Ce sont les modes d'action qui m'ont attirée vers XR.

Marion : Un ami m'en parlait beaucoup et c'est ce qui m'a bien aidée à franchir le pas pour participer à mon premier blocage (le pont Bessières) et ensuite rejoindre le mouvement. Comme Stéphanie je n'ai jamais fait partie d'associations ou de parti avant, mais XR m'a tout de suite convaincue. Les méthodes d'action qu'XR utilisait m'intéressaient aussi beaucoup, tout comme, plus simplement, le partage et les rencontres de nouvelles personnes.

Que trouvez-vous d'intéressant en particulier dans les méthodes d'XR ?

M : Avant tout, la non-violence, car la violence ne résout pas grand-chose, mais je trouve aussi particulièrement intéressantes la créativité et la diversité de nos actions. Tout comme le fait que XR soit un mouvement horizontal et sans leader, où l'on peut tous avoir notre mot à dire et échanger librement. Avant chaque action par exemple, celle-ci est soumise au groupe XR de la ville [où l'action va avoir lieu] lors de son assemblée hebdomadaire.

S : Plus simplement, je trouve ces méthodes plus efficaces politiquement que des marches ou des manifs. Pour moi la non-violence est avant tout un choix stratégique. Étant donné que XR vise à toucher le plus de monde possible et à ne pas rester un groupe marginal, je pense que la non-violence est la manière la plus efficace d'atteindre cet objectif.

Où placez-vous la limite entre violence et non-violence ?

M : Les avis restent divergents, mais on s'entend sur l'exclusion de la violence physique, de la casse de matériel, des cris et des insultes. Pour ce qui est de la violence symbolique, chacun a ses définitions de ce qui peut être violent ou pas. En discutant ensemble au sein de XR et avec les formations internes à la désobéissance civile non violente, on arrive à définir des limites entre ce qui est violent et ce qui ne l'est pas. Il y a beaucoup de travail sur cette question, mais les avis restent divergents.

Qu'est-ce qui vous différencie des autres mouvements sociaux des dix dernières années (par exemple Nuit debout, Occupy, les Indigné·e·s, etc.) ?

M : Avant tout la méthode de la désobéissance civile et la nature des enjeux pour lesquels XR se bat. Notre mouvement parle à un plus grand nombre de personnes, car le réchauffement climatique est un enjeu qui va rester dans l'agenda politique et qui touche beaucoup de monde, donc sur la durée on va peut-être réussir à être plus efficaces que ces autres mouvements.

S : Par rapport à la grève du climat en particulier on se différencie avec notre revendication de la création d'assemblées citoyennes.

Pouvez-vous nous dire à quoi XR s'oppose ?

S : À XR on ne cible personne en particulier même si cette personne est le PDG d'une multinationale. Ne blâmer personne est une des 12 valeurs de XR. L'idée c'est que XR vise la structure et non les personnes. Ce sont surtout les structures qui poussent les gens à faire ce qu'elles font.

De quelles structures s'agit-il alors ?

S : Officiellement XR n'est pas anticapitaliste et la fin du capitalisme n'est donc pas une de nos revendications. Pour moi par contre, c'est implicite qu'on est contre le productivisme de la société actuelle. Nos actions ciblées contre le système de production et de consommation le montrent.

M : Je ne pense pas qu'il faille cibler un ennemi ou des ennemis, mais plutôt porter des revendications à des destinataires.

Propos recueillis par Hervé Roquet et Emma Sofia Lunghi

Quelle écologie pour aujourd'hui ?

Ces derniers mois, nous avons fait face à une discussion publique conséquente de ce que les manifestant·e·s nous demandent d'appeler « l'Urgence Climatique ». Pourtant plusieurs éléments apparaissent à ce jour peu clairs. Il semble alors important de revenir sur un certain nombre de notions et raisonnements qui restent fondamentaux afin d'élaborer un programme politique pour y faire face. Qui est à l'origine du réchauffement climatique ? Où se situe l'urgence ? Qui est concerné·e ? Quel programme politique voulons-nous ?

DOSSIER Pour commencer, une fois pour toutes nous devons dire au revoir à la notion d'Anthropocène. L'idée que l'espèce humaine se serait transformée en force géologique détruisant l'écosystème n'est pas seulement fausse mais elle est injuste. Nous devons refuser l'idée d'une « nature humaine » destructrice parce qu'il s'agit d'une impasse conceptuelle qui rend responsable chaque être humain dans une même mesure et ne permet pas d'en saisir les enjeux politiques. Le problème n'est pas l'existence humaine en elle-même mais le mode d'organisation de la nature et de la société par le capitalisme, le Capitalocène.

Où est l'urgence ?

Aujourd'hui. Si les collapsologues veulent à tout prix nous faire trembler de peur à la vue d'une apocalypse imminente, il devient urgent de se rendre compte que la catastrophe n'arrivera pas. Pourtant aujourd'hui nous devons comprendre que les politiques d'adaptations au changement climatiques ne sont pas suffisantes pour vivre. Elles le seront probablement pour survivre, pour certain·e·s d'entre nous. Mais si nous nous rebellons c'est parce que nous ne voulons pas juste survivre, nous voulons vivre et vivre bien, dans un monde plus juste et égalitaire. Cela n'est possible que si nous acceptons que l'écologie n'est pas scientifique mais politique, car, comme l'écrivait Castoriadis la science nous informe mais elle est incapable en elle-même de discerner le « bon » du « mauvais ».

Qui est concerné ?

La question se pose alors de savoir qui est concerné et contre qui on se bat. Soyons donc clair·e·s : autant la solution ne peut être conçue individuellement, autant l'ennemi·e ne peut pas être votre voisin·e de table qui mange un tartare. Abandonnons également l'idée absurde de prendre des décisions politiques pour les « générations futures ». Au vu du fait que l'urgence est aujourd'hui, nous sommes tout·e·s également concerné·e·s dans le présent. L'ennemi ? L'utopie que demain nous serions plus riches et plus heureux : l'organisation capitaliste de nos vies, de nos sociétés et de la nature. Les changements climatiques nous mettent face à l'évidence que notre système ne marche pas.

Quel programme politique devons-nous demander ?

En premier lieu, un monde écologique est un monde où les individus peuvent être autonomes. Pragmatiquement il nous faut davantage de centres habités qui puissent permettre l'épanouissement individuel et collectif avec des villes organisées afin de maximiser la consommation énergétique (vivre en appartement est plus écologique que vivre en villa, utilisation des transports en commun ou de nos pieds au lieu de la voiture).

Il faut réorganiser le travail. En particulier l'articulation entre travail rémunéré, travail domestique et travail autonome. Cela doit s'articuler avec l'utilisation de nouvelles technologies afin d'économiser nos besoins de travail utile à la société. Travaillons moins, pour travailler tout·e·s. Si chacun réduit ses heures de travail rémunéré, il sera possible de dégager du temps pour le travail domestique et le travail autonome. Le travail domestique ou de reproduction doit lui-même être distribué de façon égale entre les différentes personnes vivant dans un ménage. Cela nous permettra de cultiver des tomates sur nos balcons et de préparer nos confitures et nos conserves. Puis, nous aurions également plus de temps pour le travail autonome, c'est-à-dire l'ensemble de la production intellectuelle, artistique, politique et scientifique.

Pour conclure, nous devons pratiquer du présentéisme dans le bon sens du terme. Si nous abandons ces rythmes effrénés où la seule motivation est le miroitement d'un futur plus heureux, nous pourrions vivre dans un présent bien plus agréable où la motivation sera le plaisir de vivre une vie agréable en sachant que nous pourrions le faire pendant bien longtemps. Mais pour que tout cela ait lieu, il nous faut une organisation politique, une volonté de réorganiser nos sociétés et nos modes de vie. Cela ne peut pas arriver par la seule force individuelle et ne peut certainement pas arriver si nous le confondons avec une nouvelle religion.

Emma Sofia Lunghi

Engagements féministes

Pages de Gauche ***a invité Tamara Knezevic (TK), Héloïse Crisinel (HC), et Cora Antonioli (CA, par ailleurs membre du comité) à une discussion collective autour de leurs parcours de militantes féministes et, plus largement, des mouvements féministes aujourd'hui.***

DOSSIER ***Pouvez-vous décrire vos parcours militants ?***

Tamara Knezevic (TK) : Je suis militante de Solidarités et membre des collectifs vaudois et romand de la Grève féministe. J'ai grandi dans une famille peu politisée, et ma politisation a surtout débuté à mon arrivée de Croatie en Suisse, en particulier à l'université avec les cours de sociologie et de sciences politiques, ainsi que les conférences qui y sont organisées. À l'université, j'ai aussi fait ma première expérience de la non-mixité dans le cadre d'un collectif féministe. J'ai été d'abord active dans des organisations étudiantes, sur les questions d'asile et de migration, et au sein d'Amnesty International. J'ai perçu les limites d'une organisation non partisane. J'ai ensuite découvert l'organisation Solidarités lors d'un rassemblement contre les bombardements en Syrie et l'ai rejointe. Environ un an après, démarre le projet de la grève féministe. Je m'identifie aujourd'hui comme militante féministe, mais c'est arrivé après avoir été identifiée ainsi par d'autres.

Héloïse Crisinel (HC) : Au gymnase, j'étais déjà traitée négativement comme « la féministe de la classe ». Ensuite, l'université m'a sensibilisée aux inégalités de sexe/genre, mais c'est durant mon séjour à Leipzig, au moment du mouvement *#metoo* que je suis interpelée par les questions féministes. Et c'est quand j'assiste aux assises pour la préparation de la grève féministe que je m'engage pour la première fois. Je me suis beaucoup investie pour la grève à Nyon. J'ai rejoint par la suite l'association LGBTIQ+ Plan Queer sur le campus lausannois (Unil-Epfl). Je suis aussi sensible à la question climatique. Le mouvement pour la grève du climat a influencé mon choix de m'engager dans un master portant sur les questions de durabilité. J'ai participé aux actions de ce mouvement, sans avoir le temps de m'engager dans l'organisation.

Cora Antonioli (CA) : Enseignante, mon engagement militant s'est développé par le travail il y a une quinzaine d'années, par quête de justice et besoin d'action collective. Je me suis alors syndiquée au SSP, dont je suis actuellement vice-présidente. Mon activité militante s'est déroulée sur le lieu de travail, puis aussi dans l'organisation syndicale, d'abord dans l'enseignement, et progressivement sur la défense des services publics en général. Avec une formation en Lettres, issue d'une famille peu politisée, c'est dans le cadre de cette activité syndicale que s'est construite ma politisation, y compris féministe. C'est dans ce cadre que je me suis trouvée confrontée aux conditions de travail des femmes, en particulier dans d'autres secteurs d'activité professionnelle. J'ai alors procédé à une relecture féministe de mon parcours, de mon éducation, de ma formation, et de mes expériences. Plus récemment j'ai développé des bases théoriques à travers des lectures. Au niveau militant je reste concentrée sur la question du travail et reste surtout active sur mon lieu de travail. Depuis juin 2018, je me suis mobilisée pour la grève féministe, en articulant les enjeux syndicaux et féministes. Je me vois comme une « militante du quotidien ». Célibataire, sans enfants, par choix, je soutiens bien sûr certaines revendications féministes qui ne me concernent pas personnellement. Mais souvent, aussi dans le syndicat, les revendications féministes se concentrent sur la question du partage des tâches et de la garde des enfants, et je veux aussi défendre d'autres enjeux.

Quelle est votre expérience de l'inclusion du féminisme dans d'autres organisations et mouvements politiques ?

HC : Le fait que le collectif local d'Exctinction Rebellion et de la Grève du climat utilise l'écriture inclusive a été important pour moi. J'aurais volontiers participé davantage à l'organisation si je ne manquais pas de temps.

TK : Je ne pense pas que la Grève du climat soit nécessairement féministe, ni d'ailleurs que toutes les personnes impliquées dans la grève féministe soient sensibles aux questions climatiques. Ces dernières se demandent si cela les concerne vraiment. Je suis pour faire le lien entre ces questions, même si je suis personnellement moins sensibilisée à la question écologique. Je considère cependant que ces questions ont une cause commune : le capitalisme.

CA : Il n'y a clairement pas de consensus dans les collectifs féministes, et encore moins sur les enjeux féministes dans les personnes qui se mobilisent pour le climat.

HC : La justice sociale et la justice climatique devraient cependant être liées par ces mouvements.

TK : Certes, mais ce n'est pas une position partagée par tout le monde. Une coordination écoféministe romande est par ailleurs en formation. C'est parti de l'envie de coordonner deux mouvements parallèles simultanés. Il y sera d'abord question de formation, avec l'organisation d'une conférence.

HC : Il me semble que la grève féministe, qui a été inclusive, a quelque chose à apporter à la grève du climat sur cette question d'inclusivité. De son côté, la grève de climat a une force de mobilisation grande.

Comment voyez-vous l'évolution de la grève féministe ? Quelles stratégies face à l'hétérogénéité du mouvement ?

TK : Il existe en effet une nouvelle composition du collectif, mais nous continuons de défendre le manifeste élaboré au début du mouvement. C'est aussi un problème pour la grève du climat, qui s'est développée d'abord comme un mouvement de jeunes, mais qui croît aujourd'hui. Il est important de rester ouvert et inclusif pour conserver la vitalité du mouvement. Le manifeste est important pour la continuité des revendications, parmi lesquelles on trouve celle sur la diminution du temps de travail et contre l'augmentation de l'âge de la retraite.

HC : La décentralisation a aussi fait la force de la grève. Son ouverture crée aussi les conditions pour une politisation sur d'autres sujets. Dans mon cas, elle a soutenu mon engagement à Plan Queer.

CA : Rappelons l'utilité et la nécessité du syndicat dans le soutien de l'organisation de cette mobilisation, sur les lieux de travail et dans les collectifs. Dans l'enseignement vaudois, nous étions près de 2000 à faire grève le 14 juin ! Elle a renforcé les forces militantes, avec l'adhésion de nouvelles et nouveaux membres, et aussi en permettant à certaines membres femmes de devenir actives sur leur lieu de travail en prenant les rênes de la mobilisation. Comment conserver cette force et cet investissement ? Le fait d'avoir adopté des revendications concrètes aide à la mobilisation. Mais après leur communication à l'employeur, il faut maintenant qu'elles trouvent des réponses. Tout comme le travail de réflexion sur l'égalité à l'école doit aussi se poursuivre.

HC : Que penses-tu de l'appel à la grève générale lancé par la grève du climat aux collectifs féministes et aux syndicats ?

CA : Ça dépend de ce que l'on appelle grève. Pour une grève légale, les employé·e·s de la fonction publique doivent montrer que cela affecte leurs conditions de travail. Par ailleurs, il reste difficile de trouver comment le syndicat des services publics peut mobiliser largement sur cette question. Mais nous y réfléchissons.

Quelles sont les objectifs du mouvement selon vous ?

HC : Susciter une prise de conscience est le premier pas, à la fois sur le climat et sur le féminisme. Il faut un mouvement déplaçant la centralité de l'économie capitaliste à la vie et à la juste redistribution des ressources.

TK : La cible est le capitalisme. Je me bats pour l'égalité en général. C'est aux militantes de politiser et de faire les liens. La réduction du temps de travail est un exemple de cette articulation. Il s'agit d'avoir des revendications matérielles.

À qui sont adressées ces revendications ?

TK : Toute la question est dans le rapport à l'État. La grève traduit une prise de conscience qu'il y a une rupture avec l'État, que les institutions ne marchent pas, car les droits constitutionnels ne sont pas réalisés.

HC : Nous sommes arrivées à un point de rupture avec un État construit par des hommes, et qui néglige la question du climat. Il

faut réfléchir à des réformes qui amèneraient plus de démocratie, et réformer le système hiérarchique. Il y a un problème dans les relations entre la rue et les institutions.

TK : L'État réagit à cela mais pas en notre faveur. Il faut réinstaurer la notion de conflit et soutenir la création d'un rapport de force.

Quelle est votre expérience des difficultés rencontrées comme féministes dans des organisations mixtes ?

CA : Le SSP est un syndicat majoritairement féminin et cette année, avec la grève, il n'y a pas eu de problème à amener ces questions. J'ai personnellement choisi de militer dans l'adversité, en milieu mixte. Il y a une certaine représentativité au sein des organes du syndicat, avec des quotas au niveau des instances nationales, mais on manque encore d'engagement féminin dans les instances au niveau régional.

TK : Solidarités se veut un lieu de réflexion et de politisation. Mais si l'organisation est officiellement féministe, il reste toujours difficile de se défaire de tout sexisme dans les pratiques, notamment dans le nombre des interventions et le temps de parole. Les questions féministes n'y sont pas évidentes mais il existe un travail sur ces questions. Il y a aussi un problème de représentativité, notamment au niveau des élu·e·s.

HC : Pour l'instant, je n'ai pas rencontré ces problèmes. Mais il est connu que les organisations LGBT mixtes sont vulnérables à la place que peuvent prendre les hommes gais, et je reste donc vigilante dans le cadre de Plan Queer.

Quelle serait l'horizon de votre engagement ? Quelle est votre utopie ?

TK : L'idéal serait de ne plus devoir lutter pour l'égalité et les droits des minorités. Les minorités auraient ce qui leur appartient. Il n'y aurait plus de rapports de domination, et donc ni dominant·e·s, ni dominé·e·s. Concrètement je souhaite une convergence des luttes par la prise de conscience d'un ennemi commun et des valeurs partagées. Faire la révolution ! Mais il est difficile de négocier ses envies et ses positions politiques et de faire des choix stratégiques. Le processus de politisation radicale se fera plus probablement à travers des actions plus modestes.

CA : Cela ne me semble pas possible et reste donc assez difficile à imaginer. J'imagine un combat quotidien, une lutte au travers de mobilisations et d'échanges. L'idéal peut-être : d'excellentes conditions de travail ! Et aussi une prise de conscience plus large. La construction d'un rapport de force en notre faveur par la mobilisation et par la construction de convergences. Si l'on cherche à mobiliser sur l'anticapitalisme, il y aura une perte de mobilisation syndicale. Souvent, on arrive à mobiliser d'abord sur des questions concrètes et il devient possible ensuite d'élargir à des enjeux plus globaux.

HC : Pour moi, le but de la lutte est de mobiliser les personnes « qui ont les pieds qui collent » : les personnes minorisées, notamment les femmes, les pauvres, les racisé·e·s. Il faut développer le sentiment de légitimité et celui de se sentir concernées chez des personnes qui ne se sentent pas comme telles. Susciter des prises de paroles de personnes qui ne la prennent pas.

Propos recueillis par Stéphanie Pache

L'ennemi principal n'a pas assez d'ennemi·e·s

Il est devenu commun de vouloir minimiser et délégitimer les mouvements féministes en les accusant d'être trop blancs, trop bourgeois, trop théoriques. Attaqués sur leur gauche, les féministes le sont aussi bien sûr encore davantage sur leur droite, la réaction antiféministe ne se faisant pas désirer.

DOSSIER Les organisations religieuses conservatrices, en premier lieu l'Église catholique, comme les nationalistes en tous genres n'en finissent pas de dénoncer la « théorie du genre » et ses effets sur nos sociétés patriarcales. La dénonciation des violences envers les femmes contreviendrait à la liberté d'expression. En bref, le féminisme diviserait une société autrement harmonieuse et généreuse. Ou encore plus absurde, il diviserait les luttes sociales et détournerait l'attention des causes les plus urgentes et les plus importantes, généralement contre le capitalisme.

Mixer tout ça

Au sein même des féminismes, puisqu'il faut toujours rappeler qu'ils sont multiples et parfois radicalement divergents, on est priée d'articuler toutes les luttes, d'« intersectionner » nos analyses et nos revendications, de contester l'existence du « sujet femme », dorénavant accusé d'être blanc et riche, tout en tentant d'intégrer toutes les femmes.

Une nouvelle génération de féministes fait trop souvent fi de l'histoire des mouvements féministes. La comparaison des rapports de pouvoir est en effet un moteur des luttes et non un facteur d'effacement des unes pour les autres. L'inspiration est aussi nécessaire en politique. Les outils acquis dans un combat en nourrissent un autre. Mais surtout, les mécanismes de domination, d'exploitation et d'appropriation, qui se renouvellent sans cesse, ne sont, d'une part, pas aussi spécifiques que certains groupes le défendent, et d'autre part, des particularités n'empêchent pas de discerner des convergences et des similarités majeures.

Combattre l'appropriation

En particulier, il serait urgent de se rappeler que l'ennemi·e des personnes contestant les inégalités n'est pas un groupe social mais bien un rapport de pouvoir qui construit le groupe social bénéficiant du rapport du pouvoir autant que le groupe social le subissant.

La sociologue féministe Colette Guillaumin appelait ainsi à considérer les rapports sociaux de race, puis les rapports sociaux de sexe, comme une dynamique d'appropriation, entre une classe propriétaire des corps et des existences de la classe appropriée. Dans ce rapport, les femmes et les personnes racialisées sont considérées comme des objets à s'approprier, des corps sans capacité de décision propre, des catégories naturalisées. Un droit à les traiter ainsi existe de par leur appartenance à des catégories « naturelles », entendez différentes et donc inférieures, mais surtout déterminantes et immuables. La force des rapports sociaux de sexe et de race surgit de cette croyance en l'évidence de leur « naturalité », de la matérialité biologique de ces catégories sociales.

Ne pas se tromper d'ennemi (ni d'ami·e)

La cible des luttes féministes, antiracistes, ou socialistes, l'ennemi principal, ce n'est cependant pas la classe propriétaire mais le rapport d'appropriation. Des rapports sociaux égalitaires, ou du moins plus égalitaires ne se construisent pas en renforçant, ni même en laissant se reproduire les catégories créées par le rapport de pouvoir inégalitaire.

De même, la réappropriation du pouvoir et de sa capacité d'action n'attend pas l'aval des gouvernements, des familles ou du patronat. Les militant·e·s antiracistes et féministes partagent, de par l'appropriation qui les lie intimement au groupe propriétaire, la difficile expérience de devoir questionner ces liens, leur subjectivité, et leur rationalité, dans leur tentative d'autonomisation, d'*empowerment*.

Or la dénaturalisation de la race et du sexe requiert de les replacer dans une histoire et dans leurs dimensions politiques. Ce processus est extrêmement conflictuel car il affecte radicalement le rapport à soi, aux autres et au monde. Mais c'est aussi la chance de ces luttes de ne pouvoir se satisfaire d'une demi-mesure. Car comme l'égalité, annulée par toute inégalité, la dénaturalisation des sexes, et donc l'émancipation des femmes, ne saurait réussir sans une radicale lutte contre toute appropriation. Comme le dirait Guillaumin au sujet du racisme et du sexisme, il n'y a rien à articuler, car c'est le même rapport que nous combattons.

Stéphanie Pache

« Batmaid » : le retour de la domesticité

« Retrouvez du temps ! », voici le slogan de l'entreprise de ménage Batmaid. Si les destinataires de ce message sont celles et ceux qui « n'ont pas le temps » de faire le ménage, il suppose également qu'il existe une population qui aurait le temps de faire le sien et celui des autres.

DOSSIER L'apparition d'entreprises comme Batmaid témoigne du retour d'une classe de domestiques constituée de femmes, et plus rarement d'hommes, issu·e·s de l'immigration et/ou racisé·e·s. Au lieu de nous réjouir de la « démocratisation » de l'accès aux services de ménages, il est impératif de voir que ces entreprises manifestent l'abandon du projet de partage équitable des tâches domestiques, et la création d'une classe de travailleuses·eurs exploité·e·s et sous-payé·e·s.

Une source de richesse ?

Il est évident que pour des entreprises comme Batmaid, il existe deux catégories de salariés, celle des domestiques d'une part, et celle des employé·e·s, des ingénieur·e·s et des stagiaires destiné·e·s à surveiller et commander les premières·ers d'autre part. Inéluctablement, les photos de domestiques « modèles » affichées sur leur site montrent des femmes racisées, alors que les profils recherchés pour les postes à responsabilité dans l'entreprise sont des jeunes diplômé·e·s.

L'argument des deux fondateurs de Batmaid est que leur entreprise permet d'engager légalement des domestiques, en luttant ainsi contre la sous-protection des employé·e·s domestiques travaillant la plupart du temps au noir. En leur assurant des cotisations chômage et de retraite, ces justiciers des temps modernes ne sont pas loin de se prendre pour des philanthropes. Or la réalité est plus sombre. Le personnel de ménage n'a pas de congé maladie payé. Les salaires sont misérables, et le taux de profit maximum puisque l'entreprise prend une commission importante sur chaque nettoyage.

L'idée que la création de postes de domestiques serait une solution pour réduire le chômage avait d'ailleurs déjà été fortement critiqué par André Gorz à la fin des années 1980, dans *Métamorphoses du travail*. Il écrivait alors qu'il faut imaginer une société dans laquelle le travail domestique et le travail reproductif peuvent être effectués par chacun·e. Cela doit s'accompagner d'une réduction importante du temps de travail, et par conséquent du partage de la quantité globale de travail entre tous les individus.

Par conséquent, l'ouverture d'un nombre grandissant de postes de travail dans le domaine du soin à la personne témoigne à la fois de la concentration des richesses dans les mains d'une petite partie de la population et de l'institutionnalisation de deux classes de travailleuses·eurs : celles et ceux qui ont un travail réputé productif, et les autres, destiné·e·s à prendre soin des besoins des autres.

Domesticité contre égalité

L'augmentation très sensible du nombre de domestiques ces dernières décennies témoigne en outre d'une incapacité chronique à résoudre le vieux problème du partage équitable du travail domestique et de reproduction entre les membres du foyer. Au sein des couples, les hommes n'ont en définitive pas pris en charge la moitié exacte de ces tâches, et les femmes semblent davantage avoir choisi comme solution d'engager une autre femme pour s'occuper du ménage et des enfants. Ce qui semble immuable est la dépréciation sociale des personnes qui ont la charge d'effectuer ces tâches domestiques. Nous n'avons de toute évidence pas résolu le problème : ce sont toujours des personnes discriminées dans une société donnée qui endossent ce travail.

Pour conclure, la réapparition d'une classe de domestiques témoigne de l'accumulation de la richesse dans les mains d'une partie de la société et l'éloignement de la possibilité d'accéder à des places de travail permettant d'obtenir une partie de cette richesse pour d'autres. Le retour de la domesticité est un symptôme inquiétant de l'aggravation des inégalités dans nos sociétés.

Emma Sofia Lunghi

Converger vers une semaine de quatre jours

La réduction du temps de travail est non seulement une des plus anciennes revendications de la gauche, c'est aussi la revendication présentant actuellement le plus grand potentiel pour faire converger les différentes luttes sociales présentes. Il est plus que temps de redécouvrir sa pertinence à l'heure où les mouvements féministes, écologistes et syndicaux semblent amorcer un début de rapprochement.

DOSSIER Le patronat a imposé sa maîtrise du temps de travail dès le début de l'industrialisation. Journée de 15h, minutage des tâches, rythme de travail donné par les machines et non par les corps. Très rapidement ce contrôle du temps par le patronat a été contesté par différents mouvements de gauche. Nous leur devons, la journée de travail de 10 heures, suivie de celle de 8 heures, le dimanche férié, la semaine de cinq jours, les congés payés, le régime de retraite et l'interdiction du travail des enfants. Ce qui maintenant paraît normal est le fruit de multiples luttes sociales du XIX^e^ et du XX^e^ siècle. Ces luttes furent un tel succès que même la droite ne lutte plus ouvertement pour réintroduire le travail des enfants ou la journée de 15 heures. La gauche a obtenu des avancées majeures par la lutte pour la réduction du temps de travail, mais ces dernières 40 années en Suisse, force est de constater qu'elle a laissé cette lutte en sommeil. Il est peut-être temps de la réveiller et de reprendre le flambeau des luttes passées, et ce pour plusieurs bonnes raisons.

Reprendre le flambeau

Pour des raisons économiques et historiques d'abord : la productivité du travail n'a cessé d'augmenter et les salaires ne l'ont pas suivi. L'OFS rapporte une augmentation de 28 % entre 1995 et 2017 pour le facteur de production « travail » alors que les salaires réels n'ont augmenté que de 14 % sur la même période. La différence est partie en profit pour les détenteurs de capital. Dans ce contexte, réduire le temps de travail, à salaire constant, peut donc se comprendre comme une manière de payer en heures de temps libre, ce qui devrait revenir de droit aux travailleurs et travailleuses dont la productivité a augmenté.

Pour des raisons d'ordre technologique ensuite, l'automation et le développement de machines de plus en plus sophistiquées permettent de réduire la quantité de travail nécessaire à la production d'un plus grand nombre de biens et services. Le travail devenant ainsi superflu dans certains secteurs de la production, il est impératif pour la gauche de faire profiter toutes et tous de ces développements et pas seulement les propriétaires des machines, des robots et des technologies de production.

Rééquilibrage

Pour des raisons féministes ensuite : l'égalité ne pourra être atteinte tant que les hommes auront plus de travail à temps plein rémunéré (et moins de temps de travail non rémunéré) que les femmes. Une diminution du temps de travail permettrait un rééquilibrage d'autant plus urgent que les hommes en Suisse obtiennent encore deux tiers de la masse salariale totale contre un tiers pour des femmes. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le mouvement de la grève des femmes est celui qui s'est le plus clairement emparé de la revendication de la baisse du temps de travail pour la replacer dans le débat politique suisse.

Les raisons écologistes pour réduire la durée du travail sont également très claires : travailler moins, c'est produire moins et donc automatiquement aussi polluer moins, consommer moins, jeter moins. C'est un moyen de s'attaquer à l'aberration de la consommation superflue et du cercle vicieux qu'elle entraîne. C'est aussi avoir plus de temps pour réparer, cuisiner, se déplacer plus lentement (avec des trains et vélo par exemple) et donc simplement plus de temps pour un mode de vie moins hostile à l'environnement et plus favorable à la vie bonne, l'engagement social et la créativité.

Rassembler les forces

Le contexte actuel traversé par des mouvements sociaux nouveaux, des développements techniques et industriels majeurs ainsi que par l'urgence climatique sans précédent témoigne d'une conjonction inespérée de facteurs pour rassembler les forces de gauche sur une revendication simple, mais qui a fait ses preuves : travailler moins pour travailler toutes et tous et vivre mieux. La semaine de travail de quatre jours et des weekends de trois. Qui, en dehors du patronat, n'y gagnerait pas ?

Hervé Roquet

Nommer l'adversaire

Nous avons choisi de consacrer ce dossier à certaines des luttes importantes de ces dernières années parce qu'elles nous semblaient poser des questions convergentes. Elles interrogent aussi quelques vieilles traditions militantes qui, de toute évidence, ne font plus recette aujourd'hui.

DOSSIER Comme nous l'avons dit au départ, il faut nommer l'adversaire, d'autant qu'il est puissant et bien organisé, mais cela ne doit pas conduire à désigner des personnes à la vindicte, bien au contraire. Il s'agit moins de savoir contre *qui* nous nous battons que contre *quoi*.

C'est particulièrement vrai des combats écologistes qui oublient très souvent que les responsables de la crise climatique actuelle ne sont pas des consommatrices·eurs hédonistes avides de voyages en avion et du dernier *smartphone*, mais un système économique qui carbure à cette frénésie consommatrice et à la destruction des écosystèmes : le capitalisme. Le point de départ de toute lutte écologiste devrait être le constat que l'appropriation privée des moyens de production à des fins de profit détruit notre environnement.

Dans le cas des luttes féministes, il faut rappeler que l'oppression fait là aussi système. Par conséquent, chacun·e y participe donc d'une manière ou d'une autre car on ne peut choisir de s'en extraire par magie. Ce système porte un nom : le patriarcat.

Enfin, la chasse généralisée aux migrant·e·s lancée par l'Europe et les États-Unis n'a pas pour but de freiner l'afflux de « milliards de pauvres » ayant pour objectif de rallier les « eldorados » du Nord, mais repose sur un système nationaliste, xénophobe et raciste qui considère que la défense d'une supposée civilisation occidentale vaut bien la mort de quelques milliers de personnes abandonnées aux frontières ou dans la mer.

Combat quotidien et graduel

Loin de nous l'idée qu'à moins de se débarrasser immédiatement du capitalisme, du patriarcat et du nationalisme, tout combat serait vain. C'est exactement le contraire, car la lutte contre ces redoutables adversaires est à la fois quotidienne – dans les pratiques comme dans les imaginaires – et graduelle.

Ces trois oppressions rencontrent des forces contraires qui, à défaut de les faire disparaître, en limitent l'extension et l'intensité. Empêcher la privatisation du marché de l'électricité, ce n'est pas encore renverser le capitalisme, mais c'est entraver sa marche dans un domaine décisif. Exiger l'égalité salariale entre femmes et hommes ne fera pas disparaître le patriarcat, mais le fera reculer en garantissant les moyens d'une existence plus autonome à toutes les femmes. Faire passer les frontières aux migrant·e·s ou tenter de les accueillir dignement ne mettra pas fin au nationalisme, mais il en subvertit les représentations en affirmant, contre lui, le double impératif du cosmopolitisme et de l'hospitalité.

Par ailleurs, si nous avons choisi de parler de ces trois combats, c'est que nous croyons possible de les lier entre eux, sans qu'ils le soient toujours spontanément dans les luttes effectives. Le combat contre le patriarcat ne doit pas se faire au nom du nationalisme (comme lorsqu'on désigne les femmes voilées comme les adversaires principales du féminisme) ou du capitalisme (avec le développement de la domesticité), mais doit s'articuler à la critique sans concession de l'un comme de l'autre.

Renouveau du militantisme ?

Il est frappant enfin de constater que, parallèlement à l'affaiblissement de plus en plus spectaculaire des anciennes organisations militantes (partis, syndicats, associations), émergent de nouveaux modes d'action politique particulièrement efficaces. Plus individuels, voire individualisés, moins contraignants dans le long terme, moins liés à un héritage clairement identifié, reposant davantage sur des actions ponctuelles limitées dans le temps, ceux-ci ont montré qu'ils sont capables de mobiliser un nombre très important de personnes, y compris dans des espaces sociaux ou auprès de groupes peu politisés.

S'il est facile, du point de vue des vieilles organisations militantes, de sourire de leur inexpérience, la taille des rassemblements et leur capacité très rapide de politisation devraient au contraire nous conduire à nous réjouir, et également à réfléchir à nos propres modèles de militantisme. Opposer trop rapidement ces deux manières d'agir politiquement n'aura sans doute pour seul résultat que de les affaiblir toutes les deux.

La rédaction

Cinéma

Un western contemporain

Les Misérables, ce premier film impressionnant de Ladj Ly, fonctionne comme un western. D'abord, il y a une ville, en l'occurrence Montfermeil, dans la banlieue parisienne, avec ses habitant·e·s, ses relations de pouvoir, ses équilibres et ses rancœurs. Puis arrive un étranger, ici incarné par un policier de la BAC (la brigade anti-criminalité) qui a quitté la Normandie pour des raisons familiales et se retrouve dans l'un des commissariats les plus difficiles de France. Enfin, pour que le film fonctionne, il faut un événement, en apparence anecdotique, qui va détruire l'équilibre antérieur et en révéler du même coup les forces. En confiant ce rôle à un lionceau volé à un cirque ambulant, Ladj a-t-il pensé à *Bringing Up Baby*, l'hilarante comédie (qui n'est pas un western) de Howard Hawks où la figure qui met en branle toute l'histoire est un léopard ? C'est possible. En tout cas, le jeu entre l'animal apprivoisé et la bête sauvage, la « civilisation » et le chaos, est assez comparable dans les deux films.

« Who runs the gamble around here » ?

Pour comprendre Montfermeil, il faut poser les mêmes questions que Wyatt Earp dans *My Darling Clementine* : qui s'occupe du jeu, qui s'occupe du bétail ? Si, au XXIe siècle, les activités importantes ont changé, la logique consistant à interpréter le fonctionnement d'une collectivité selon des rapports de force assez brutaux est restée identique. La police – représentée ici par une seule équipe de la BAC, composée d'un chef raciste, misogyne et violent, de son adjoint noir et du nouvel arrivé – n'est pas un pouvoir au-dessus des autres, dépositaire d'une autorité publique qui les coifferait tous. Bien au contraire, elle ne peut assurer son propre pouvoir qu'aussi longtemps qu'elle parvient à garantir l'équilibre entre les autres.

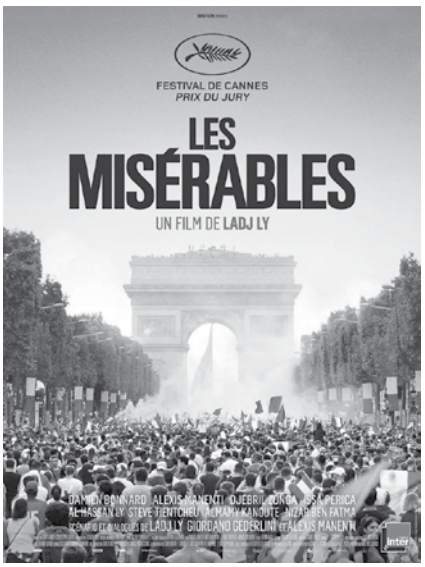
Puis intervient un second événement, une bavure d'un des policiers de la BAC qui a constitué l'idée première à partir de laquelle le scénario a été élaboré. Le policier défigure l'enfant responsable du vol du lionceau en lui tirant dessus, puis l'équipe cherche à maquiller la bavure en accident, alors même que la scène a été filmée par un drone. Commence alors la chasse, non plus au lionceau soudain devenu sans importance, mais à la carte qui contient les images de la bavure de la BAC. De prédateurs, les policiers se transforment dès lors en proies. Et si les pouvoirs en place dans la cité leur viennent en aide de plus ou moins mauvaise grâce, ce sont les jeunes, constamment agressés par la police et dont l'un des leurs a été blessé sans raison, qui vont se venger en attirant les responsables dans un piège.

Normalité de la banlieue

Film d'une immense intelligence, à la fois scénaristique et politique, extrêmement virtuose dans sa réalisation, *Les Misérables* refuse de dépeindre une banlieue étrangère, inquiétante et chaotique. De nombreux plans en montrent au contraire la normalité. Ce qui ressort le plus fortement, c'est qu'ici les équilibres de pouvoir sont à la fois plus complexes et plus subtils qu'ailleurs, qu'il n'existe pas de pouvoir suprême et qu'à trop opprimer, on finit par récolter la tempête.

Antoine Chollet

À voir :
Les Misérables, *réal. Ladj Ly, France, 2019, 102'.*



LE POING

Le jour de l'élection au Conseil Fédéral, Regula Rytz n'obtient même pas le soutien de l'entièreté du bloc de gauche au parlement. Peut-être parce que les conseillères nationales PS **Martina Munz et Edith Graf-Litscher** ont préféré défendre Cassis dans la presse. Leur prétexte : garantir la stabilité politique et ne pas froisser le PLR. Contrairement à la politique du consensus, celle de la naïveté existe définitivement.

LA ROSE

Comme le Monopoly, un nouveau jeu de société nommé *Kapital!* nous rappelle que la lutte des classes est activement menée par la classe possédante, mais contrairement à son ancêtre, qui devait illustrer comment le capitalisme ne mène qu'à des monopoles, le jeu *Kapital!* créé par les sociologues **Monique et Michel Pinçon-Charlot**, met en jeu les luttes de pouvoir, ici entre la ou le dominant·e désigné·e et le reste des joueuses·eurs. Merci pour ce rappel ludique que lutte des classes il y a et que les moyens de lutter contre le capitalisme existent !

LE CASSE-NOIX

Bravo au **syndicat SUD**, qui en cette année de grève féministe a soutenu avec acharnement l'un de ses membres fondateurs, enseignant de français au Gymnase Auguste Piccard, accusé par neuf de ses élèves de propos sexistes répétés et totalement inacceptables. Une partie de ces propos a été divulguée dans un article de *L'Illustré*, et composent un réquisitoire sans appel contre ce pauvre homme, visiblement un peu perdu, en cette seconde décennie du XXIe siècle, quant à la différence entre l'analyse littéraire et des propos de gros con.

Cinéma

Sorry, we missed you

Le dernier film de Ken Loach nous fait vivre, à travers l'évolution d'une famille, les conséquences ravageuses de la libéralisation du marché du travail. Rick s'engage pour un emploi de livraison à domicile ; Abby, sa femme, travaille pour une agence privée de soin à domicile pour personnes âgées. Le système va les broyer, elle, lui et leurs deux enfants, à une vitesse vertigineuse. Et ils et elles porteront l'unique responsabilité de ce désastre car le couple en a fait le « choix ». Un choix contraint par la nécessité de vivre et faire vivre une famille. Le travailleur ou la travailleuse est ainsi soi-disant libre de choisir d'être son propre patron, en s'engageant dans une forme de travail ultra-précaire, sans salaire assuré, sans protection sociale, sans congé payé, soumis à la plus brutale concurrence, à des contrôles incessants, à la loi du plus fort. Ici, c'est marche ou crève.

Ken Loach met admirablement en évidence, notamment par l'organisation des niveaux spatial et temporel ainsi que par le rôle donné à la parole, souvent interdite, limitée, oubliée, impossible ou alors criée, les terribles conséquences de ce type d'emplois où l'espoir de pouvoir gagner sa vie – et peut-être même quelques vacances – se transforme en véritable cauchemar. Un cauchemar qui ne se « limite » pas aux conditions de travail, à elles seules déjà insupportables, car tout ce qui pourrait servir de séparation entre les espaces professionnel et privé explose en mille morceaux.

Le hangar, la porte du domicile des client·e·s, et, surtout la camionnette constituent l'espace de travail de Rick, espace qui s'arrête, d'abord, à la porte de l'appartement familial. Mais cette camionnette, unique moyen de locomotion privé restant à la famille, fait intervenir rapidement un brouillage entre les sphères privée et professionnelle. Le véhicule devient en effet l'unique lieu où un réel échange entre les membres de la famille est encore possible. Car, prisonnier de cet espace et d'un temps quasi illimité de travail, où les heures ne sont pas comptabilisées (seuls les objectifs comptent), Rick ne peut plus rester chez lui ; sa famille doit donc l'y rejoindre pour maintenir un lien. Pénétré par la pression quotidienne, le « chez soi » est lui devenu le lieu où la famille se déchire, se réfugie dans le silence, où règne le mensonge, les cris et même la violence physique.

Si l'on peut, dans ce film, entrevoir dans les regards et/ou les brèves paroles échangées entre/avec les plus fragiles (famille, patiente – « cliente » – d'Abby, personne à l'arrêt de bus, divers·es agent·e·s des services publics, quelques collègues de travail) des signes de soutien voire de solidarité, le discours de Ken Loach reste plutôt pessimiste et les moyens de changer ces fonctionnements brutaux, en particulier par l'organisation collective, ont peine à émerger.

Cora Antonioli

À voir : Sorry, we missed you, *réalisé par Ken Loach, GB, 2019.*

Livres

L'histoire contre l'UDC

C'est la perspective, en 2015, du triple anniversaire de Morgarten, de Marignan et du Pacte fédéral et de sa récupération par les nationalistes de l'heure qui a conduit l'historien André Holenstein, titulaire de la chaire d'histoire suisse de l'Université de Berne, à écrire ce livre. Désormais traduit en français, cet ouvrage souhaite battre en brèche certaines des idées habituelles que l'on se fait sur la Suisse et en rappeler l'histoire européenne.

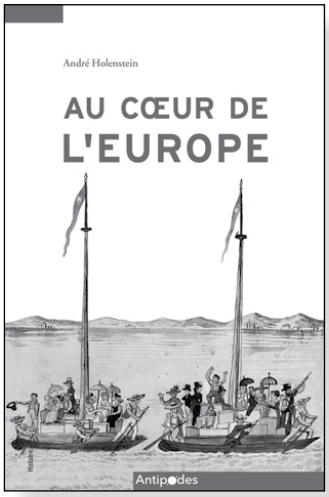
Pour Holenstein, la Suisse est en effet le pays le plus européen du continent. Elle doit sa création, son économie, sa politique à ses échanges avec les pays environnants. L'idée que la Suisse serait un nid d'aigle perché dans les Alpes et se tenant à une sûre distance des troubles du continent est complètement erronée. Non seulement les cantons, puis la Suisse, y ont été jetés, mais ils y ont la plupart du temps activement participé !

Terminé peu après le vote du 9 février 2014, ce livre témoigne de l'importance de l'investissement des historien·ne·s dans le débat public, puisque l'histoire y est systématiquement convoquée, et rarement à bon escient. Nous avons besoin d'une histoire publique qui ne soit pas le ressassement des mièvreries nationalistes, un mélange frelaté de Guillaume Tell et des scènes campagnardes d'Anker que l'on trouve dans la collection de peintures achetées par Christoph Blocher (et qu'un organisateur d'exposition a cru bon d'exposer à Martigny).

Contre l'image de cette Suisse fantasmée, il faut rétablir quelques faits historiques, ce que Holenstein fait avec bonheur.

Antoine Chollet

À lire : André Holenstein, Au cœur de l'Europe, une histoire de la Suisse entre ouverture et repli, *Lausanne, Antipodes, 2018.*



Socialiste un jour, socialiste toujours
Jean-Claude Rennwald
Vevey, L'Aire, 2019
296 pages

Dans son dernier ouvrage, *Socialiste un jour, socialiste toujours*, Jean-Claude Rennwald, Conseiller national PS jurassien de 1995 à 2011 et ancien vice-président de l'Union syndicale suisse, part du constat que la social-démocratie européenne vit actuellement une période de crise existentielle, tout à l'opposé d'un « national-populisme » en pleine progression. Dans un premier temps, il énumère les acquis obtenus par les gauches de concert avec les mouvements syndicaux tels que le 35 heures, l'État social ou encore la retraite à 60 ans des maçons. Rennwald fait, par la suite, une critique cinglante du hollandisme, du blairisme et de toutes les autres dérives centristes qu'a pu prendre la social-démocratie en Europe. Il dénonce vigoureusement leur détricotement du droit du travail, leurs politiques économiques de droite, leur oubli des classes populaires et les accuse ni plus ni moins d'être responsables du reflux de l'idéal socialiste et de la résurgence du « national-populisme ». L'ancien syndicaliste qu'est Jean-Claude Rennwald leur oppose une gauche combative, unie et syndicale luttant pour une réduction du temps de travail, une retraite après 40 ans de cotisations, un service public fort et une politique climatique socialiste. Même si certaines critiques peuvent être émises à l'encontre de *Socialiste un jour, socialiste toujours*, notamment sa stigmatisation des Gilets jaunes ou sa non-remise en question de certains « compromis » entre le PS Suisse et la droite (PV2020, RFFA, ...), il permet de relancer le débat, ô combien nécessaire, de la reconstruction d'une gauche ayant un véritable projet alternatif de société. ***JM***

Tu es la sœur que je choisis
Collectif
Lausanne, éditions d'en bas, Genève, éditions Le Courrier, 2019
198 pages

La grève du 14 juin a déjà donné lieu à de belles publications. Parmi celles-ci, on peut en mentionner deux qui sont particulièrement réussies.

La première, c'est le projet mené conjointement par les éditions d'en bas et les éditions Le Courrier et composé de 38 textes ou dessins d'auteures romandes. On y retrouve des noms connus et moins connus, et des textes de natures très différentes. Les responsables de ce recueil l'ont placé sous la figure tutélaire d'Alice Rivaz et de son extraordinaire *Paix des ruches*. Elles ont demandé à des écrivaines, poétesses et dessinatrices ce que cette grève du 14 juin évoquait pour elles et ont très logiquement suscité des réponses extrêmement diverses. La dimension politique et féministe y est plus ou moins explicitement assumée, mais toutes les contributions disent quelque chose d'important sur la condition féminine en Suisse hier et aujourd'hui.

Autre production de la grève du 14 juin, le recueil *La grève*, édité par le collectif d'autrices de bandes dessinées « La Bûche », dont font partie plusieurs dessinatrices ayant participé au volume précédent. Le projet est un peu différent, puisque les neuf autrices de cette petite brochure ont recueilli des témoignages le 13 juin puis les ont dessinés. Peut-être plus directement politiques que ceux de l'autre collectif, ces témoignages peuvent être lus en ligne sur le site web du collectif : la-buche.ch.

Laissons le mot de la fin à Amélie Plume qui décrit, dans un dialogue imaginaire, ce qu'a été pour elle la journée du 14 juin : « c'est la grève ou la révolution ? Les deux ». ***AC***

La rose la plus rouge s'épanouit
Liv Strömquist
Paris, Rackham, 2019
176 pages

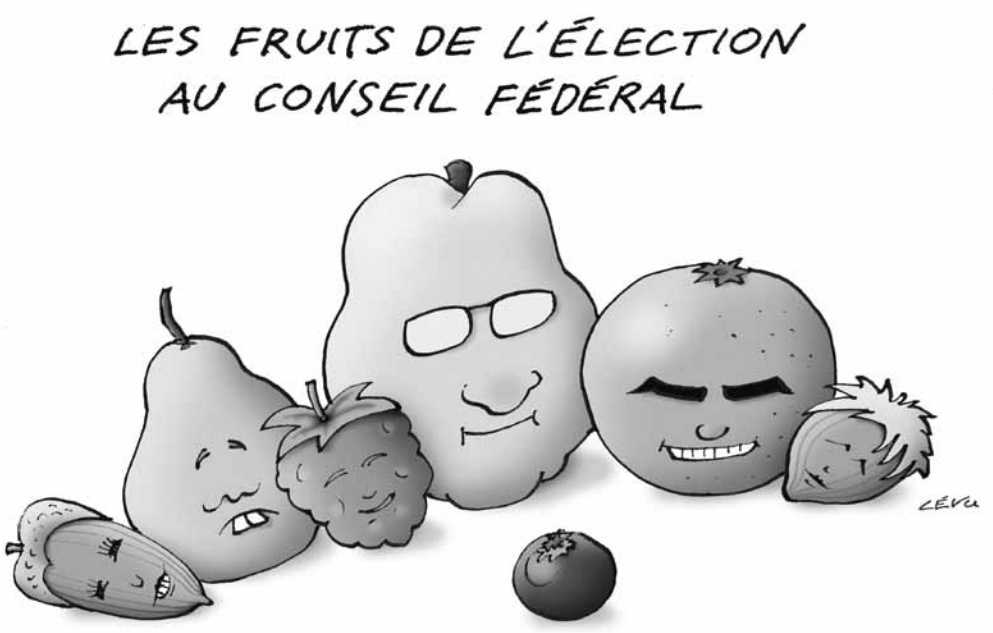
Traduite du Suédois par Kirsi Kinnunen, cette bande dessinée rafraîchit en 176 pages soutenues la vieille question de l'amour et du bonheur. Strömquist s'intéresse tout particulièrement à ce que les relations amoureuses sont devenues au sein du capitalisme tardif. L'énigme de base qui ouvre la BD est simple ; pourquoi le sentiment amoureux semble-t-il se faire de plus en plus rare ? Ou alternativement pourquoi Léonardo Di Caprio ne ressent rien d'intense pour les multiples mannequins qu'il a eus pour compagnes (et réciproquement) ?

Avec un humour cinglant, un dessin simple, souvent caricatural, ainsi que quantité de références historiques et philosophiques éclectiques citées rigoureusement, l'autrice s'empare du vieux thème de l'amour pour monter comment la possibilité même d'un amour complet, transformatif et passionnel est en train de disparaître. Le culte de l'ego, du corps, des relations consommées, mais « réciproques », où la souffrance est mise à distance pourrait bien être une mise à distance de la possibilité même d'aimer. Voilà en substance la thèse centrale de l'autrice dans cette BD qui est avant tout un essai politico-philosophique sur l'amour moderne. Le talent remarquable de l'autrice pour extraire la substantifique moelle des arguments de philosophes aussi différents que Søren Kierkegaard, Byung-Chul Han, Eva Ilouz, Djalâl ad-Dîn Rûmî et Platon est à saluer. On ne ressort pas complètement indemne de la lecture de cette BD qui questionne politiquement et philosophiquement les nouvelles formes de rapports de genre et, en fin de compte, notre intimité même. À lire absolument. ***HR***

Illustrations

Les photographies illustrant ce numéro sont toutes extraites d'une série réalisée par Ben Shahn (1898-1969), peintre et photographe américain d'origine lituanienne, documentant les effets de la crise aux États-Unis à la fin des années 1930. L'ensemble de la série peut être consulté sur le site mettant à disposition les collections numériques de la New York Public Library : https://digitalcollections.nypl.org/

Vu, Cévu



JAB
CH-1002 Lausanne

Adresse de renvoi : Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

Salle des pas perdus

Le pseudo prix Nobel pour la pseudoscience économique

Esther Duflo et ses compères sont le fer de lance de la renaissance du scientisme et du positivisme. Ils et elle viennent en outre de réussir le casse du siècle, et de recevoir de la banque de Suède l'équivalent de presque un million de francs ainsi que la gratification suprême pour économiste *mainstream* : le Prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel. Officiellement, ils l'ont reçu pour leur « approche expérimentale pour réduire la pauvreté globale ». Certes, ce n'est pas rien de réussir à réintroduire un peu d'empirie et de terrain dans une science économique idéologique et encore obnubilée par le formalisme mathématique, mais cela méritait-il pour autant le torrent d'éloges dithyrambiques de la presse romande, française et mondiale ? À y regarder de plus près, cette approche expérimentale tant vantée n'est ni neutre, ni « scientifique », ni simplement bénéfique pour « les pauvres » qui prétendument en sont les grand·e·s gagnant·e·s. En effet, administrer des politiques publiques de manière expérimentale à des êtres humains précaires en copiant simplement les méthodes de la grande pharma (groupes « traités » et groupes « contrôles ») ne réduit pas automatiquement la pauvreté. Par contre, cela la dépolitise complètement, car la pauvreté est réduite à un problème technique appelant nécessairement une solution technique et les solutions politiques (par exemple la redistribution des richesses ou des expropriations) sont rendues invisibles. Avec cette « approche expérimentale » le problème de la pauvreté ne peut en aucun cas être attaqué à sa racine politique et économique, mais seulement traité en surface. C'est peut-être pour cela que la Banque de Suède l'apprécie tant. RÉD